

Jusqu'où les recherches actions peuvent elles être citoyennes ?

Révéler les épreuves des fabriques du social par une radicalisation de la démocratie

Nadine Souchard¹,
sociologue, chercheuse associée à ESO,

Faciliter la coopération...

Le Collège Coopératif en Bretagne (CCB) est issu d'une longue histoire de compagnonnage et de soutien à des acteurs individuels ou collectifs engagés dans des expérimentations démocratiques, plus particulièrement dans les champs de l'ESS et de l'intervention sociale et, de façon plus récente, par des hybridations avec l'éducation populaire. A partir d'une pratique formative singulière, la formation par la recherche-action, conceptualisée historiquement par Henri Desroche (1990), cette association a étendu ses activités à des recherche-action coopératives, que nous qualifions ici de citoyennes, auprès de collectifs, d'associations et/ou dans des espaces plus institués². Cette organisation, initiée par des acteurs de l'économie sociale et des universitaires, est, elle même, traversée par des épreuves démocratiques (dans sa gouvernance, dans ses orientations ...) qui se donnent à voir en miroir, à ce que les salariées animent et mettent en discussion régulièrement dans des ateliers coopératifs et que, nous y reviendrons, nous pouvons qualifier d'épreuves démocratiques ordinaires par distinction avec le bruit médiatique des mouvements sociaux.

Ces tensions, loin d'être anodines ou isolées, sont, selon nous, le révélateur de différentes conceptions non explicitées de la coopération qui traversent nombre d'organisations sociales : pour reprendre les termes de R. Sennett (2014), d'un côté une coopération de type politique, qui sert d'horizons à nombre d'acteurs de l'économie sociale (plutôt animés par un réformisme social, engagés dans des stratégies politiques), et, de l'autre, une politique de la coopération comme une disposition éthique évaluée comme très affaiblie dans nos sociétés. Les enseignements des *settlement houses*, les pratiques issues de l'imaginaire de la commune... ouvriraient selon Richard Sennett des pistes de réflexion singulières pour distinguer et déplier ce dernier registre qui sera au cœur de notre argumentation.

La réflexion de R. Sennett (2014) est stimulante au sens où elle vient mettre l'accent sur des dimensions souvent invisibilisées de ce que nous nous proposons d'appeler une « démocratie en acte » et qui s'incarne dans des façons d'être en société, des manières d'agir, de communiquer... Dans sa généalogie de la coopération, il soutient que ce sont les conversations dialogiques, c'est à dire fondées sur une altérité reconnue, un conflit

¹ Sociologue, chercheuse associée à ESO, Nadine Souchard est formatrice et animatrice-chercheuse impliquée dans des recherche-actions citoyennes. Si je suis auteure de ce texte, la qualité de l'expérimentation qui sert de toile de fond à mon propos est très largement redevable aux échanges stimulants et toujours plaisants que j'ai eu avec ma collègue Laurence Gravel pour préparer et animer les ateliers mais aussi à la confiance et aux envies de Mickaël, Christian, Shpresa, Océane, Marinette, Véronique, Madeg, Marie-Pierre, Géraldine, Josianne,... avec lesquels nous avons cheminé pendant plus de 2 ans.

² Christian Hermelin a formalisé un des modèles d'accompagnement, l'ACORA (Ateliers Coopératifs de Recherche-action) dans Construction collective des savoirs d'acteurs en société, l'Harmattan, 2009.

maîtrisé, mais aussi mobilisant sensibilités, empathie, informalité, qui fondent une bonne part de notre vie sociale. Il affirme aussi que « *les capacités de coopération des gens sont plus grandes et plus complexes que les institutions ne le permettent* ». Son essai, « Ensemble pour une éthique de la coopération », parfois proche du plaidoyer, est à rapprocher de l'analyse de John Dewey qui appréhende les questionnements, les enquêtes, les mobilisations ordinaires comme construisant non seulement les problèmes publics mais aussi faisant advenir des publics (Zask, 2015). Pour ce dernier la vitalité de nos démocraties politiques serait liée à l'existence de sphères publiques citoyennes autonomes, c'est à dire construisant leur propre espace d'expérimentation et de réflexivité. Pour le dire dans les termes de ce colloque, sans épreuves localisées de la démocratie point de démocratie politique car ces deux espaces seraient profondément interdépendants. En cela Joëlle Zask (2015) souligne que, dans la réflexion de J. Dewey, « *considérée comme une idée, la démocratie n'est pas un principe de la vie sociale parmi d'autres possibles. Elle est l'idée de la communauté elle-même* ». C'est probablement d'ailleurs pour cette raison que selon M. Gauchet (2007), malgré ses limites contemporaines comme régime politique, nous ne parvenons pas à imaginer réellement autre chose.

Mettre en correspondance...

Ces réflexions me traversent depuis déjà plusieurs années. Elles constituent à bien des égards des éléments d'une matrice référentielle que je tente de construire et qui, pour la sociologue de formation que je suis, mettent en correspondance des pratiques réputées du registre académique (comme l'enquête, la réflexivité, l'empathie dans les pratiques ethnographiques...) et des pratiques relevant davantage de l'animation sociale au sein de collectifs volontaires (enquêtes mobilisatrices, enquêtes sociales, animation d'espace de coopération, stimulation d'imaginaires...). Ces dernières ne me paraissent pas en rupture de la pratique sociologique mais donnent une orientation et un sens à une sociologie de l'action (Nicolas-Le Strat, 2018) qui se veut impliquée, contributive et critique (Souchard, Bonny, 2015-1). La recherche-action coopérative, à laquelle nous nous référons, ouvre ainsi des modalités singulières de composition entre l'action et la recherche. En effet, dans ce cas, la pratique de l'animatrice-chercheuse est davantage concentrée sur la mobilisation sociale et le soutien au processus. Nos contributions sont très orientées par la recherche de dispositifs qui nourrissent la coopération et facilitent l'installation de micro-espaces publics. Dans cette pratique sont davantage activées des dimensions de la recherche (mise en forme, soutien à l'organisation des idées, effort réflexif ...) qui donnent accès à une compréhension sociale mais cette dernière dimension est davantage une conséquence qu'une finalité en soi (Souchard, Bonny, 2015-2). La primauté de l'action dans ce type de démarche, la mobilisation singulière de pratiques issues de la recherche et la figure de chercheur-animateur compliquent, selon nous, la référence au champ, certes très protéiforme, de la recherche participative chez certains auteurs (Juan, 2019). Aussi nous préférons parler de recherches-actions coopératives.

Dilater la sphère publique...

Le « social », qui d'une interrogation historique sur la question sociale s'est depuis structuré en champs (de l'animation sociale, de l'intervention sociale, de l'économie sociale et solidaire...), constitue le principal (mais pas exclusif) laboratoire de plein air au sein duquel je chemine aujourd'hui. Alors que la visée historique de l'Etat providence était d'offrir les moyens d'exercice d'une citoyenneté politique (Castel, 1995), nous ne

pouvons que constater à la suite d'Anaïk Purenne (2015) qu'il se déploie de plus en plus sur un double registre : celui du contrôle et de logiques post-disciplinaires tout en appelant à la capacitation des personnes. L'hypothèse de l'ouvrage collectif qu'elle dirige avec Jean-Paul Payet, « Tous égaux ! Les institutions à l'ère de la symétrie », se situe précisément dans cet apparent hiatus : « *Tout se passe comme si, à mesure que l'égalisation socio-économique était mise en question, l'aspiration à d'autres formes d'égalisation des rapports sociaux se déployait comme à contre-courant de ces tendances avec l'accent mis sur le respect, la non-discrimination, la déstigmatisation, la potentialité et les capacités d'autodétermination de chaque individu* » (Purenne, 2015, p.16). On pourrait ainsi lire cette rhétorique comme une modalité pour susciter l'adhésion des populations aux politiques menées comme le suggèrent des travaux contemporains : G. Gourgues analyse la référence à la participation comme une nouvelle gouvernabilité (2016) ; D. Vrancken définit une recomposition de l'Etat providence autour d'un nouvel ordre compassionnel (2010) . Mais, comme le soutient également M. Gauchet (2007), les ouvertures démocratiques contemporaines dégagent aussi de possibles capacités d'action et des marges d'autonomie pour les citoyens qu'il convient de ne pas sous-estimer. De ce point de vue, les recherches-actions, ancrées dans un référentiel de la coopération, pourraient contribuer à cette dilatation de la sphère publique qu'il appelle de ces vœux.

Savoirs situés et reconnaissance des personnes

Le travail du social se trouve affecté par ces transformations et interpellations qui en font un espace pertinent pour venir questionner les localisations de l'épreuve démocratique. Elles se situeraient à la croisée de tensions identifiées : d'un côté managérialisation, procéduralisation et dématérialisation transforment en profondeur les organisations et affectent directement les pratiques sociales ; de l'autre (sans que ces mouvements d'ailleurs s'opposent nécessairement) se manifestent des interrogations plus fondamentales sur la place des personnes concernées et sur le modèle d'intervention et/ou d'animation sociale qu'il conviendrait d'initier. Cette dernière dimension motive le déploiement contemporain de recherches-actions. De ce point de vue l'introduction de concepts d'action comme l'accompagnement, la participation, l'*empowerment* et, dans le champ du handicap, l'inclusion sociale vient donner du champ aux tensions démocratiques qui traversent l'espace des pratiques sociales.

C'est donc fréquemment autour de chantiers qualifiés de « participatifs », d'un rapprochement souhaité avec des personnes réputées éloignées des institutions que nous avons tenté de construire un positionnement et une posture pour éviter d'être enrôlée dans ce « marché de la démocratie participative » que pointent A. Mazeaud et M. Nonjon (2018). Comment faire alors pour donner corps aux publics (Souchard, Banovich, 2017)? Comment et autour de quelles dimensions construisons nous nos engagements mais aussi comment ouvrons nous des possibilités d'interpellation, voire de détachements ? Radicaliser la démocratie dans les espaces des recherches-actions citoyennes est la voie ouverte par plusieurs chercheurs hétérodoxes (citons par exemple le Lisra impulsé par Hugues Bazin³ et les Fabriques de sociologie par P. Nicolas Le Strat⁴), même si les formats et l'appréhension de la radicalité (des objets, des espaces, des postures, des pratiques) varient. Dans notre expérience contemporaine, la radicalisation démocratique renvoie au fait de stimuler une démocratie en acte dans les

³ Cf. le site du Lisra recherche-action.fr/hugues-bazin/author/lisra

⁴ Cf le site www.fabriquesdesociologie.net

organisations ou collectifs que nous accompagnons. Nous entendons par là consolider les « publics », les accompagner dans leurs identifications de ce qui fait problème public, les soutenir dans leurs enquêtes sociales, faciliter l'émergence de communs, donner à voir les récits publics qui s'élaborent... Il s'agit d'ancrer ces démarches dans une approche épistémique radicale en conférant une légitimité aux savoirs et expériences mobilisés. Ces pratiques qui s'appuient explicitement sur des savoirs situés militent pour une reconnaissance des personnes concernées. Elles constituent aujourd'hui une expérience à bien des égards radicale dans notre société au vu de l'ampleur des inégalités systémiques et de la mise en réflexivité permanente et engagée qu'elle suppose pour l'animatrice-chercheuse (Godrie, Dos Santos, 2017)

Notre propos prendra comme terrain une expérimentation financée par La Fondation de France et le conseil départemental d'Ille-et-Vilaine, au titre de la participation des personnes concernées par des situations de précarité. Nous proposons de restituer et d'interroger dans un premier temps des dimensions du processus de recherche-action qui ancrent sa dynamique sociale dans des pratiques démocratiques de l'ordinaire. Nous entendons par là la mobilisation de ressorts et d'étayages qui puisent dans le registre coopératif et accompagnent l'agir citoyen à travers des « enquêtes sociales », au sens de John Dewey. Ces pratiques, parce qu'elles font contrastes avec les fabriques contemporaines du social, viennent questionner ces dernières. Dans un second temps, nous viendrons mettre en perspective des épreuves que nous qualifions « d'extraordinaires » de la recherche-action. Elles mettent l'accent sur les enjeux de reconnaissance des personnes, du sens de leur action et de leurs compétences collectives, principalement par les institutions. Ce faisant elles dessinent certaines conditionnalités contemporaines à l'approfondissement démocratique dans le travail du social.

1- Imaginer et faire vivre des pratiques de coopération dans les recherches-actions, une radicalité de l'ordinaire démocratique ?

Les recherches-actions font l'objet d'un regain d'intérêt tout en restant relativement difficiles à saisir tant les pratiques restent diversifiées, échappant à toute tentative de labellisation. Elles n'en travaillent pas moins à une transformation du rapport au savoir, comme le suggère le sous titre d'un ouvrage collectif *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance. Les chercheurs ignorants* (2015). Mais pour Gilles Herreros leur principale qualité réside avant tout dans cette « tentative d'être une résistance à toutes les impositions institutionnelles que l'on se place dans le champ du savoir ou dans celui du travail social » (2015). Pour autant les voies de cette résistance sont plurielles et renvoient aux champs, aux acteurs, aux positionnements et postures des accompagnateurs de ces démarches singulières et inévitablement hétérodoxes. Pour notre part la référence à l'ouverture d'espaces de coopération susceptibles de faire émerger des communs est structurante de nos propositions, c'est à dire non pas seulement agir en commun, c'est à dire ensemble, mais agir le commun, pour reprendre les termes de P. Nicolas-Le Strat (2018). Nous soulignerons comment et en quoi ces pratiques se construisent en différenciation, interpellation eu égard aux pratiques dominantes du travail du social venant en quelque sorte introduire une inflexion démocratique dans l'appréhension des « publics ».

Genèse d'une démarche : un conseil de développement s'autosaisit des questions de précarisation sociale et initie une RA sur une commune périurbaine

Il nous faut brièvement revenir sur l'origine de cette démarche qui donne à voir l'un des rouages de nos institutions démocratiques. Ce sont en effet des acteurs de la société civile organisée, via un conseil de développement⁵ qui, contre l'avis de la métropole⁶ se sont autosaisis des questions de précarité et établissent un diagnostic à partir de lecture de rapports et d'auditions. Les conclusions rejoignent d'autres diagnostics qui soulignent les effets délétères de la prévalence de l'accompagnement individualisé, des politiques d'activation qui assignent les personnes concernées, la segmentation des dispositifs et la faiblesse des coordinations... Mais la composante alors syndicale et associative du conseil de développement (représentants de syndicats employeurs et salariés, structures intermédiaires, membres d'ATD Quart Monde ...) rassemble dans le diagnostic des dimensions rarement articulées en pointant l'enjeu de penser symétriquement les souffrances contemporaines des travailleurs sociaux (perte de sens, sentiment d'impuissance⁷...) et les vécus des personnes concernées par les situations de précarité. La volonté du Codespar de montrer que des chemins sont possibles pour réfléchir et agir autrement sur les territoires de proximité va le lancer dans une recherche de structure susceptible de porter une recherche-action dont les enseignements pourraient ouvrir la voie à des pratiques socialement novatrices. Au titre du CCB, nous allons nous engager avec eux dans cette aventure pendant presque 3 ans sur une commune périurbaine en mobilisant principalement un financement auprès de la Fondation de France, au titre de la participation des personnes en situation de précarité et, du département, au titre de l'insertion sociale⁸.

Sur des terres périurbaines, une mobilisation sans objet explicite de luttes sociales ?

D. Vrancken (2010), à la suite d'autres auteurs, rappelle combien la question sociale a été déconflictualisée et fragmentée transformant en profondeur le travail social. Selon ce dernier l'héritage assurantiel de l'Etat providence se mueraient tendanciellement en « protection rapprochée » des individus. Pour reprendre ces termes, se déploierait désormais « *un ordre qui tranquillise sans doute plus qu'il ne protège mais qui ne se dérobe pas à la vulnérabilité et semble au contraire s'y déployer pleinement (...), un ordre se voulant plus incitatif, plus sensible à la souffrance et aux aléas de l'expérience humaine qu'aux bruits du monde et de la puissance de la raison* » (p.10). Cette dépolitisation (relative) de la question sociale ressort comme une dimension amplifiée, dans les territoires périurbains où la prédominance de l'habitat pavillonnaire de classes

⁵ Au début de notre rencontre, il s'agit du Codespar, le comité de développement du pays de Rennes organisé autour de problématiques de bassins d'emplois et de formation qui est devenu en 2017 le Codev en lien et appui à la métropole rennaise avec une transformation partielle de ses membres.

⁶ Rennes Métropole revendique fortement d'être une métropole inclusive, faisant valoir la qualité de vie et sa politique avant-gardiste en matière de logements sociaux. A contrario justifier une recherche-action sur des enjeux de précarité sur un territoire périurbain s'est avéré peu audible...

⁷ C'est d'ailleurs autour de ces enjeux qu'un récent appel à communication de le RFAS a été lancé : « Impuissance et pouvoir d'agir des travailleurs sociaux »

⁸ Par la suite ce sera au titre du développement social local que le département soutiendra cette expérimentation sociale.

moyennes réputées à la recherche de tranquillité publique peut occulter l'installation de groupes sociaux davantage précarisés.

De fait notre arrivée sur un territoire périurbain est apparue initialement comme une gageure. Les questions de précarité n'étaient pas explicitement mises à l'agenda politique local⁹ (a contrario des problématiques de petite enfance et du vieillissement), ce territoire n'était aucunement considéré comme prioritaire contrairement à certains quartiers de la ville centre, la précarité n'avait pas une forte visibilité sociale alors même que se déployait depuis plus d'une dizaine d'année un vaste programme de logements sociaux sur l'ensemble du territoire métropolitain, au nom de la solidarité intercommunale (Le Breton, 2017)¹⁰ ; les services sociaux du département, la personne en charge des logements sociaux sur la commune, les associations d'insertion étaient cependant beaucoup plus nuancées, pointaient a contrario la présence et la circulation de personnes touchées par la précarité et soulignaient les problématiques d'enchevêtrement d'échelles qui compliquent singulièrement l'accès aux droits sociaux pour ces dernières.

La tendance à minorer des processus de précarisation sociale sur les territoires périurbains est apparue comme un défi singulier pour le lancement d'une recherche-action. En contrepoint, nous l'avons associé à un triple enjeu démocratique : un enjeu d'habilitation et de consolidation de la place des publics, un enjeu d'articulation des liens entre démocratie et solidarité et in fine un enjeu de « repolisation » des questions sociales.

Notre entrée en recherche-action s'est traduite par une phase d'enquêtes sociales mobilisatrices auprès tout d'abord de travailleurs sociaux et d'acteurs associatifs locaux. Il s'agissait d'y saisir les appréhensions locales de la précarité mais aussi de proposer aux personnes intéressées de s'engager dans ce que nous avons appelé une « expérimentation sociale coopérative »¹¹. La plupart ont manifesté un vif intérêt pour la démarche et, celles qui se sont engagées, sont restées durablement impliquées. Cela en soi mérite d'être souligné : le volontarisme de ces citoyens sur le territoire reste un signe réjouissant de vitalité démocratique. Il en a été de même, par bien des aspects, pour les personnes concernées par les situations de précarité : approchées par les travailleurs sociaux et les acteurs associatifs, une partie d'entre elles s'est associée dans la durée à nos propositions offrant un large registre de situations sans que cela ait été explicitement recherché.

⁹ CIAS, pour compliquer encore un peu les choses la commune pressentie était réputée avoir été prise par l'opposition sur ces terrains socialistes.

¹⁰ Les politiques sociales métropolitaines restent organisées, sur les territoires périurbains, autour du soutien à la mobilité et l'accès à la culture, très centrées autour de la ville-centre. Sans vouloir ici rentrer plus en avant dans le débat nous constatons ainsi à la suite d'Eric le Breton le « *décalage entre une culture politico-administrative fondée sur les villes-centres et une société de plus en plus nombreuse, active et mobile hors de ces villes centres* » (2010). Le développement et l'éclatement des logements sociaux sur l'ensemble du territoire métropolitain peut, à juste titre, se référer à une volonté louable de mixité sociale mais elle peut aussi produire une invisibilisation et/ou de minoration des précarités, comme en témoignent à plusieurs reprises les acteurs enquêtés et/ou engagés dans la démarche.

¹¹ La sémantique fait partie des registres travaillés dans les recherches-actions coopératives. En l'occurrence les mots utilisés ici renvoient aux capacités transformatrices des collectifs et aux enjeux de décloisonnement du travail social.

Comment expliquer un tel engouement alors que nous n'avions d'autres propositions dans les premiers temps que la tenue d'ateliers coopératifs où les uns et les autres sont venus avec nous tenter d'établir un diagnostic de ce qui, de leurs points de vue pose problème ? Certes l'ambition affichée de proposer demain des pistes d'expérimentation concrètes pouvait séduire mais le chemin n'était en rien tracé. Mais c'était en fait déjà beaucoup car c'était commencé à reconnaître ce qui fait souvent défaut dans les scènes participatives : une crédibilité a priori de ce qui fait problème pour chacun, des expériences personnelles débattues collectivement et qui amènent les groupes à identifier des nœuds, c'est à dire ce qui relève de leurs points de vue de réels problèmes publics.

Faire diagnostic ensemble ou par groupes de pairs ?

Identifier des pratiques qui construisent des Nous !

Pour nous lancer dans cette aventure, nous avons identifié et mené enquêtes plus particulièrement auprès de deux mouvements¹² qui développent des pratiques singulières et qui font diversement références aujourd'hui dans le débat public : d'un côté, les ateliers de croisement des savoirs et l'expérience Zéro chômeur d'Atd Quart Monde, et, de l'autre, le Mouvement du Développement Social Local. Au risque d'être ici caricaturale, nous avons retenu comme aiguillons les dimensions suivantes : pour que la parole des plus éloignés de l'espace public devienne légitime, pour que les personnes s'engagent dans cette exposition, il faut créer des espaces de confiance, valoriser la parole des personnes entre pairs et développer des postures sociales de facilitatrices. Ce n'est jamais acquis et c'est un travail permanent, une réflexivité constante sur nos pratiques qu'il faut engager. L'expérience des ateliers de pairs d'ATD était donc une voie possiblement stimulante. Mais par ailleurs nous étions aussi très sensible à la pratique radicale du MDSL qui considère qu'en segmentant des groupes sociaux on prend le risque de pérenniser un ordre social. De ce point de vue la pratique cathartique du MDSL valorisant l'utopie dans nos sociétés contemporaines (dans un contexte largement décrit de déclin des grands récits) nous paraissait une voie stimulante. L'enthousiasme engagé de leurs promoteurs dans la transformation sociale s'incarne, entre autre, dans la pratique des Ateliers de l'avenir¹³. Nous avons laissé ces références nous habiter tout en ayant conscience que la voie dans laquelle nous allions nous engager serait inévitablement singulière car nous faisons le pari d'une expérience collective pour le groupe en devenir et nous même et non pas la duplication de telle ou telle démarche, si inspirante soit-elle.

Le « nous » à l'épreuve du tutoiement... et des postures professionnelles

L'enthousiasme de deux groupes constitués (un groupe de personnes directement concernées par des précarités et un groupe mêlant travailleurs sociaux et acteurs associatifs locaux) nous a convaincues de tenter très vite l'aventure collective. Nous avons proposé à cet effet un atelier de photo-langage où nous avons engagé les personnes à livrer quelques dimensions de leurs situations personnelles pour suggérer, au-delà des catégorisations sociales, des proximités dans la vie ordinaire. Ce fut un échec cuisant, avant tout parce que les postures professionnelles de mise à distance et d'expertises supposées sur les situations se sont imposées dans ce moment. Mais ce fut

¹² Nous avons aussi parcouru avec beaucoup d'intérêt la littérature sur le Community Organizing .

¹³ Marc Monneraye, Les Ateliers de l'avenir, un laboratoire pour créer ensemble localement, article consultable sur http://mdsl-developpement-solidaire.com/doc/ateliers_avenir_mdsl.pdf.

aussi une aubaine pour la démarche car c'est devenu un sujet de discussion que nous avons posé comme consubstantiel de ce que nous mettions au travail ensemble. Deux groupes ont été rapidement reconstitués : celui des travailleurs sociaux et des acteurs associatifs d'un côté, car selon eux « *Les situations sont tellement chargées qu'il faut pouvoir garder de la distance* » ; celui des personnes en situation de précarité de l'autre, car pour ces derniers « *On est plus à l'aise comme cela* », « *On parle vraiment de nos problèmes* », « *si on avait vraiment la possibilité de se parler entre nous, sans un bureau comme aux impôts !* », a contrario « *il y a une assistante sociale qui venait à la maison, on se tutoyait. Elle allait vraiment voir les gens. Là on était à l'aise, je lui proposais un café quand elle passait !* ».

Un des points d'achoppement a porté de façon emblématique sur la question du tutoiement. Dans notre pratique d'ateliers coopératifs, cette pratique s'argumente comme tirant du côté d'une recherche de symétrisation des positions, elle soutient aussi l'attention à l'autre prioritairement comme personne. Elle est supposée développer par petits pas un climat d'attention à autrui qui participe à la construction de l'espace coopératif. Il ne se réduit pas bien sûr au tutoiement mais se traduit aussi par une attention aux événements qui traversent la vie des personnes, aux émotions, aux fragilités qui se révèlent, à une circulation équilibrée des prises de parole...

Produire un journal pour traverser le miroir !

Le principal risque que nous avons identifié aux ateliers par groupe de pairs était celui de l'enfermement dans un savoir expérientiel, particulièrement pour les personnes directement concernées par des situations de précarité alors que plusieurs auteurs ont pointé la dimension artificielle de la segmentation des savoirs dans les arènes participatives (Sintomer, 2008), (Mazeaud, Talpin, 2010), (Carrel, 2013)¹⁴. Nous souhaitons, et les groupes également, parvenir à créer les conditions d'une rencontre positive et engageante pour les moments qui suivraient. Pour garder des traces du processus dans lequel nous étions, avec les groupes, mobilisées, nous avons initié un petit journal qui a, pendant un temps, pris la forme de deux colonnes permettant ainsi à chaque groupe d'identifier les débats et discussions qui symétriquement les traversaient. L'effet miroir de ce journal, rédigé systématiquement à partir des verbatim des personnes, a été central dans la première année de l'expérimentation pour le croisement des dynamiques sociales.

Il a en effet autorisé les personnes des deux groupes à livrer leurs craintes, leurs interrogations, leurs analyses croisées en limitant certains filtres qui s'étaient initialement manifestés. Ainsi le groupe des personnes en situation de précarité, souligne : « *On est plus que des personnes en difficultés ! Les problèmes, ils arrivent à tout le monde* », « *On arrive pas tous des mêmes milieux sociaux dans les logements* » ; alors que les acteurs professionnels et associatifs prennent conscience que : « *les gens ont peur des pauvres* », « *J'ai pris le temps de réfléchir : maintenant je dis que je fais une demande de logements. Pourquoi on devrait dire « logements sociaux ?* », « *Une personne m'a dit : moi j'arrive de Rennes et là-bas je me sentais comme les autres. Ici, il n'y a pas beaucoup de gens comme moi !* ».

¹⁴ La valorisation du témoignage dans la pratique d'ATD Quart Monde s'il donne une consistance au vécu peut aussi être enfermante pour les personnes concernées si leur habilitation à prendre la parole se voit réduite à ce registre. Il ne s'agit pas seulement de croiser les savoirs mais de reconnaître et de rendre possible une capacité réflexive et politique pour tous.

Ce journal a aussi donné progressivement une consistance publique à l'histoire collective dans laquelle les personnes se trouvaient engagées. Les récits publics, ou du moins leur expression, sont aujourd'hui largement affaiblis. Or tout l'enjeu dans le cadre de démarches collectives consiste précisément à trouver un sens commun à travers des circulations d'argumentaires, des pratiques expérientielles progressivement partagées... Il s'agit en effet de pouvoir à terme décider d'actions qui concernent et mobilisent les acteurs. Elles ne sont donc pas définies en extériorité mais doivent être une production des agoras. Accompagner ce mouvement par un travail de mise en récit des cheminements, des choix et orientations est aussi essentiel à la publicisation progressive de communs.

Un enjeu important réside donc dans la « performance de l'action » pour que les petites histoires qui s'écrivent accèdent progressivement à une reconnaissance publique. En l'occurrence l'élaboration progressive de diagnostics croisés, à partir d'un petit protocole d'enquêtes au sein des groupes sur des situations problèmes¹⁵ identifiées au préalable par chacune des personnes, a donné à voir des parallèles entre les diagnostics et l'enjeu progressif de se retrouver dans un seul groupe. Comme le rappelle avec force l'ouvrage collectif sur les recherche-action collaboratives, « *l'éthique de la discussion (Habermas, 1982) qui caractérise plusieurs de ces expériences se révèle être aussi une éthique de la reconnaissance (...). Elles font aussi reconnaître des interlocuteurs comme des acteurs légitimes de la connaissance* ». En l'occurrence pour que s'engage cette discussion il a fallu la médiatiser et l'animer dans des ateliers coopératifs pour que l'effet de miroir ne se transforme pas en barrière.

Susciter des imaginaires pour vivifier la démocratie?

Comment, à partir de ces diagnostics qui nourrissent une conscientisation collective de ce qui fait problème, soutenir du pouvoir d'agir, comment, a contrario, ne pas alimenter les sentiments d'impuissance? Quel empowerment radical (Bacqué, M.H., Biewener C. 2013), est réellement possible? Comment pouvons nous le stimuler?

Les signes de la construction progressive d'un micro-espace public de coopération

Au bout de 6 mois d'ateliers mensuels, des petits signes d'empowerment sont identifiables: de nouvelles solidarités se manifestent dans les ateliers mais aussi souvent en amont ou en aval dans les informalités relationnelles irriguées par la pratique coopérative; les acteurs associatifs, mais aussi parfois les personnes directement concernées par la précarité s'autorisent à questionner les professionnels pour débloquer des situations; l'attention aux autres est palpable; les personnes développent de petites solidarités entre elles; des témoignages de situation continuent d'alimenter le diagnostic... D'autres indicateurs plus normatifs sont aussi présents: le retour vers des formations pour certains, voire du travail pour d'autres... Mais l'ampleur de l'informalité relationnelle ressort comme un trait essentiel de la production des ateliers. Nous l'expliciterons avec les groupes car il nous apparaît qu'elle préfigure un espace de coopération singulier.

Activer des possibles par l'imaginaire de l'utopie

¹⁵ Production d'un petit guide simplifié pour amener son voisin à développer et expliciter sa situation problème.

Se projeter dans des expérimentations nous apparaît complexe après une phase de diagnostic assez réaliste mais plutôt sombre. A l'instar du MDSL, nous commençons avec ma collègue à projeter l'imaginaire de l'utopie comme support à ce moment de basculement démocratique. La lecture d'*Utopies réalistes? En finir avec la pauvreté* (Bregman R, 2017) nous stimule dans cette voie. Nous provoquons un premier moment avec chaque groupe en affichant dans la salle associative qui nous sert de lieu de rencontre des phrases extraites du livre. Nous les lisons à voix haute ce qui déclenchera des conversions nourries : « *Les utopies n'offrent pas de réponses toutes faites, encore moins des solutions. Mais elles posent les bonnes questions* », « *ce qu'il nous faut ce sont des horizons alternatifs qui déclenchent l'imagination. Et je dis bien horizons au pluriel ; des utopies en conflit entre elles, voilà après tout le meilleur moyen d'insuffler la vie en démocratie* », « *ce n'est pas une Utopie accomplie que nous devons désirer, mais un monde où l'imagination et l'espoir sont vivants et actifs* », « *sans utopie nous sommes perdus. Ce n'est pas que le présent soit mauvais, au contraire. Mais il est morne si nous n'avons pas l'espoir de l'améliorer* »... Suite à cela nous apprendrons bien plus tard que plusieurs personnes sont allées lire cet ouvrage.

Nous proposons aux deux groupes de se retrouver pour une journée d'utopie, nous convenons ensemble qu'il faut un lieu extra-ordinaire, ce sera dans un gîte dans la forêt de Brocéliande, un espace de la rupture et propice aux imaginaires. Nous aménageons les lieux et proposons, entre autre, ce que nous avons appelé un atelier noir et blanc dont le principe relève de l'entraînement mental : à partir des points noirs du diagnostic, les dystopies, nous proposons aux personnes présentes d'identifier en contrepoints les utopies correspondantes! L'exercice séduit et se prolongera l'après midi par des mises en récits projectifs à partir des utopies qui ont été retenues comme essentielles « pour vivre demain dans leur territoire ». Les idées fusent, l'émotion est patente. A l'occasion d'un bilan partagé de fin de journée, les témoignages sont le révélateurs d'une conscientisation et d'une tension démocratique nouvelle : « *On a tous conscience de la nécessité de simplifier, de recréer du lien* » ; « *On est tous concernés. J'avais besoin de le dire* » ; « *Se donner le droit d'imaginer, ne pas se censurer. Le futur il ne vient pas tout seul. L'acte d'imaginer, c'est créateur* » ; « *On est dans une utopie à demi-réalisée. Il y a des choses possibles. On se donne confiance. Le collectif est porteur !* » ; « *On voit bien que l'énergie produit des choses. Cela me donne de l'espoir en tant que professionnelle et personne. Demain il faut ré-attérir. On est vite remis à sa place dans les institutions* » ; « *On a senti le collectif* ». Nous recevrons le lendemain des mails enthousiastes et excités : « *j'ai eu du mal à dormir* », « *j'ai continué à imaginer* »...

Déambuler dans l'espace public et développer des enquêtes sociales pour consolider l'agir démocratique

La question de l'agir ensemble est venue animer progressivement le groupe mais cette étape du passage à l'action n'est pas simple. Elle a fait surgir de nombreuses questions et a supposé des apprivoisements progressifs de nouvelles postures mais aussi de pratiques dans l'espace public. Ces dernières viennent en effet questionner respectivement, pour les uns, leur légitimité professionnelle, pour d'autre le statut militant et/ou citoyen de ces expériences publiques. Ainsi tout un tricotage sensible, subjectif de déambulations, d'enquêtes et de pratiques sociales sur et dans l'espace public va soutenir des apprentissages d'un agir démocratique.

Il en va tout d'abord d'une circulation proposée par le groupe des personnes en situations de précarité dans les « lieux qui nous concernent »¹⁶ pour expérimenter le côté à côté avec les acteurs associatifs et les professionnels du social. En amont les premières ont posé leurs conditions et émis des réserves : à propos de l'autre groupe « les personnes que l'on va rencontrer, est ce qu'elles vont avoir une position professionnelle ou personnelle ? Nous ce qu'on souhaite rencontrer ce sont les personnes ! » ; à propos des lieux envisagés, un lieu de répit pour les personnes âgées, « La Longère, il y a beaucoup d'anciens. Les lieux pour y aller, il faut rentrer dans les cases, c'est dommage » ou bien une association comme « le Sel, c'est intéressant mais il y a beaucoup de retraités, c'est limite un loisir entre eux ! Les gens qui en ont vraiment besoin, ils ne vont pas y aller. Je trouve que ce sont des personnes qui ont du temps, je trouve que cela a un côté bobo ! ».

Alors qu'un projet d'installation sur l'espace public commence à émerger, le collectif va décider de se rendre dans les différents quartiers des logements sociaux pour qu'ensemble les personnes en aient une appréhension partagée. A cette occasion, les personnes en situations de précarité vont se révéler comme disposant d'une connaissance très fine des lieux et des habitants alors qu'une partie des travailleurs sociaux découvrent pour la première fois la réalité de certains quartiers...

Certains font aussi l'expérience du « hors cadre professionnel » et, pour d'autres, du hors cadre associatif. Cela va questionner les manières d'être et les manières de faire en « territoire inconnu ». Pour le dire autrement en situation ordinaire de rencontre sur l'espace public, nombre d'acteurs interrogent leurs compétences relationnelles. Nous leur proposons alors d'expérimenter le portage de paroles, une démarche d'éducation populaire imaginée pour construire du débat sur l'espace public (Guillet, 2019). Ils décident d'afficher la phrase d'interpellation suivante : « la solidarité, ça existe encore ? ». Ils constatent ensuite qu'au marché, « On craignait un peu au début. J'ai pas une âme de militante et puis quand on a tout affiché, les gens venaient » (une actrice associative) ; « Il faut être au minimum trois personnes. Les gens venaient pour discuter. On récolte, on écoute, il faut rester dedans » (une habitante) ; « Ça a fait du bruit, les commerçants nous ont interpellés, les gens restent curieux. On a fait facilement deux heures finalement » (une habitante). Ils expérimentent également un portage de parole à une cabane à dons récemment installée : « C'est une autre forme de travail » (une professionnelle), « J'étais pas super à l'aise » (une habitante) ; « Moi j'étais détendue c'était un terrain de jeu vierge. J'adore cela, aller discuter. J'aime bien aller au contact » (une professionnelle d'un pôle emploi, extérieur à la zone, impliquée à titre personnel comme habitante) ; « Cette démarche peut permettre de mettre autre chose sur les visages. Il faut la porter comme citoyen. En tant que travailleur social, on a une mauvaise image, on a peur de tester... Il faut que l'on se justifie. Par exemple prendre quelqu'un dans sa voiture cela ne se fait pas. Mais c'est des murs qu'il faut faire tomber ! » (une professionnelle en CDD).

La majorité des personnes impliquées ne se considèrent pas comme militantes : alors même que certaines d'entre elles sont engagées dans des associations locales ; pour certains professionnels c'est la rupture entre l'agir professionnel et leur agir citoyen qui est soulignée ; pour les personnes concernées par les situations de précarité la question de l'action est centrale et suppose d'élargir rapidement le cercle des rencontres. Elles

¹⁶ Nous avons constaté à l'occasion des ateliers la connaissance des très inégales des associations ou structures pouvant apporter un soutien aux personnes en situation de précarité. Ces dernières ont aussi fait valoir des lieux ressources, des bons plans à partager.

vont par petites touches s'engager dans des installations sur un quartier. En atelier, elles nourrissent leurs postures par des échanges sur le sens de ce qu'elles vivent : pour certaines, la question d'un support et d'un étayage à la rencontre est essentielle, « *Le terrain ça m'aide beaucoup. Mais on n'a pas assez de concret à leur apporter. Les gens ils viennent demander* » (une professionnelle); pour d'autres c'est à travers cette expérience que peuvent naître d'autres manières de faire et d'être en société, « *rencontrer les gens c'est indispensable. C'est à partir de mon expérience à la cabane à don que j'ai découvert certaines personnes... et j'avais rien à proposer ! Moi je ne suis pas professionnelle et j'ai envie d'y aller pour être à l'écoute et les orienter si besoin. Ce qui m'a manqué ce sont les bons mots ! J'ai une attitude d'ouverture* » (une actrice associative) ; « *je considère que c'est très important de rencontrer les gens régulièrement mais aussi spontanément. Si on n'a pas d'idée, on peut recevoir, on peut écouter vraiment* » (une personne dont la demande d'asile n'avait pas aboutie).

La question du traitement, souvent différée dans les institutions, de situations qui selon les professionnels relèvent de l'urgence sociale (alimentaire et hébergement), préoccupe plusieurs personnes. Elles vont engager le groupe dans un processus d'enquête sociale sur une commune proche auprès d'un restaurant du Cœur et d'une halte passant. Cette démarche collective libère la parole des professionnels, qui n'hésitent pas à indiquer leur impuissance contemporaine, et, a contrario va stimuler un nouveau potentiel d'action. Le collectif provoquera une réunion de coordination avec différents acteurs pour amplifier son diagnostic et imaginer des solutions.

Il prend ainsi progressivement conscience de sa capacité transformatrice, comme le suggèrent ces quelques extraits de propos en atelier : « *Si on est tous là, c'est parce que l'on nous met toujours des cadres. Moi j'aimerais avoir cette posture là plus souvent dans mon travail* » (une professionnelle); « *On est à un tournant dans notre société avec l'économie néolibérale. Le monde est en souffrance. Ça bouge partout, c'est le bon moment pour tenter des choses* » (une actrice associative); « *Au CDAS demain on nous demande d'imaginer autrement l'accueil. Il y a beaucoup de résistances. Changer les modalités de travail, c'est toujours une prise de risque* » (une professionnelle) ; « *Il y a de la peur à aller vers les organismes, il faut casser ce regard* » (une personne en situation de précarité); « *Une personne handicapée m'a dit « qu'est ce que je peux faire, le travail c'est pas pour moi » ; « qu'est ce que l'on propose aux personnes sans activité, qu'est ce que l'on imagine avec eux ? »* » (une personne en situation de précarité).

2- Epreuves démocratiques « extra-ordinaires » et conditionnalités citoyennes dans les fabriques du social

Le groupe de personnes, qui s'est impliqué dans la proposition de recherche-action, se reconnaît aujourd'hui comme un Collectif engagé dans des actions de proximité pour dénouer des situations et développer des relations avec des personnes concernées par des situations de précarisation sociale. Il est porteur d'une dynamique sociale qui, à bien des égards, poursuit cette idée d'un modèle de solidarité ouvert sur la société et non pas réduit à une politique redistributive dont les conditionnalités altèrent de plus en plus le sens politique initial (Astier, 2007) : les personnes directement concernées sont partie prenantes et se trouvent ré-engagées dans une réflexion sur le sens de leurs trajectoires personnelle et collective ; de nouvelles porosités entre travail social et activités associatives, outre qu'elles sont facilitatrices pour répondre de façon rapide et

pertinente aux vulnérabilités contemporaines, ont suscité des réflexions sur le sens politique de l'action sociale. Toute une grammaire de la coopération, au sens de Richard Sennett, a été stimulée contribuant à soutenir de nouvelles pratiques sociales qui s'inscrivent au cœur d'enjeux démocratiques. Nous avons esquissé dans cet article des compositions de ce que nous avons appelé l'ordinaire démocratique car il nous semble qu'il ouvre des brèches, des perspectives pour penser certaines apories de la discussion démocratique dans les fabriques contemporaine du social. Cependant les multiples enjeux de reconnaissance qui ont traversé et traversent encore cette recherche-action coopérative donnent à voir les conditionnalités citoyennes au mouvement d'approfondissement démocratique de ces fabriques. Nous les avons organisé autour de trois épreuves que nous qualifions par contraste « d'extra-ordinaires » au sens où l'impulsion coopérative et citoyenne suppose en parallèle de réelles politiques de reconnaissance auxquelles les incantations républicaines ne nous ont pas préparés.

Les épreuves de la politisation et les enjeux de reconnaître réellement la possible diversité des valeurs et une trajectoire de capacitation des personnes au sein du collectif

L'expérience du mouvement des Gilets jaunes a été, particulièrement pour les personnes concernées par des situations de précarité, un moment singulier qui s'inscrit pleinement dans la trajectoire de l'expérimentation. On peut considérer que, à bien des égards, leurs constats, colères et indignations palpables dans les diagnostics trouvent une forme de débouché sur l'espace public. En tout cas c'est ainsi qu'elles le formuleront, regrettant au passage que l'ensemble des membres du Collectif ne les rejoigne pas. Les positions des autres acteurs sont en général plus mesurées, voire parfois franchement défiantes. Plusieurs ateliers coopératifs vont s'improviser autour des questions que porte ce mouvement libérant les paroles et dévoilant certains positionnements.

Mais cela a été une expérience complexe pour le collectif : au moment où il envisage de s'installer dans les cours des logements sociaux, la majeure partie des personnes concernées par les situations de précarité se rendent sur différents ronds points en Bretagne (alors que pour la plupart ils ne sont pas motorisés) ; puis elles décideront d'ériger leur propre baraquement communal. Elles deviennent de fait moins disponibles pour l'action envisagée par ailleurs sur l'espace public et les autres personnes du collectif préfèrent ne pas jouer de la confusion. A contrario, il est remarquable de noter que les personnes en situation de précarité n'opposent pas les deux espaces (le rond point et l'atelier coopératif), à l'exception de l'une d'entre elles. Ainsi ils relatent dans les ateliers des témoignages de précarités et les pratiques de solidarité qui s'y développent. Atelier et rond point constituent en quelque sorte deux facettes de leurs engagements participant d'une politisation nouvelle pour la majorité d'entre eux.

La situation est vécue de façon plus inconfortable par les autres personnes. Le professionnalisme est associé dans l'imaginaire des travailleurs sociaux à l'idée de neutralité (même si une partie d'entre eux considèrent encore leur métier sur le registre de l'engagement) alors que faire des causes des habitants qui surgissent et qui actent d'une trajectoire de capacitation ? Jusqu'où les recherches-actions se font elles avec ou à côté des habitants ? Ce qui rejoint un autre débat polémique en France, contrairement à d'autres pays (Baillergeau E., 2007), du travail avec ou à côté des

communautés? Mais ce même argumentaire se retrouve aujourd'hui parfois chez des acteurs associatifs : par exemple quand leur visibilité sur l'espace public peut les confondre avec des militants, confusion qui peut les mettre mal à l'aise (alors même qu'ils sont engagés dans des causes de soutien aux migrants, de protection de l'environnement, de solidarités locales, de lieux d'inconditionnalité!). Même si « l'évitement du politique » est nettement moins avancé que dans l'approche ethnographique étatsunienne de Nina Eliasoph (2010), nous pouvons noter une tendance à l'autolimitation des positionnements dans les espaces publics. Mais nous pouvons aussi relever que la réunion de ces différents acteurs du social favorise dans le même temps une forme de re-politisation du travail social dans la mesure où les frontières apparaissent plus explicitement poreuses entre le professionnel et le bénévole et que, dans les ateliers coopératifs, des paroles se libèrent au fur et à mesure que s'installe un espace de confiance.

Les orientations et actions engagées du collectif le sont au nom d'une plus grande justice sociale pour les personnes vulnérabilisées mais aussi pour redonner du sens et des marges de manœuvre aux actions sociales. Comme le propose avec force et conviction Nancy Fraser (2004), il convient d'aborder la redistribution et la reconnaissance comme des dimensions à articuler pour penser au XXIème siècle les attentes de justice sociale qui s'expriment dans tous les mouvements sociaux. De fait alors que le mouvement des Gilets jaunes a pu rendre visible une diversité de valeurs au sein du collectif, comment reconnaître la capacitation qui s'y exprime et qui relève d'un des attendus de la participation des premiers concernés ? Comment articuler diversité de valeurs et estime sociale ? Ainsi comment faire perdurer une politique de la reconnaissance dans ces espaces de coopération alors que certains indices peuvent laisser à penser que « la reconnaissance des distinctions, peut jouer contre la reconnaissance d'une commune humanité », pour paraphraser Nancy Fraser ? Ainsi nous avons pu en relever des indices quand les professionnels sont tentés par le cantonnement des personnes concernées, à une fonction de témoins « *moi j'aimerais savoir ce que cela te fait de t'impliquer dans cette expérimentation ?* », question posée de façon unilatérale mais qui se pose dans les faits à tous ; ou par l'assignation à une médiation des quartiers d'habitat social, « *il faut que tu sois présent, tu es notre médiateur dans les quartiers* ».

Comment faire pour qu'avec le temps, les personnes ne deviennent pas alibi d'une démarche labellisée participative ? Comment faire pour que ce type de dynamique sociale reste une action collective où s'exprime une diversité de citoyens et que s'explore un modèle de solidarité sociale plus horizontale ? Cela suppose de notre point de vue que soit reconnu un espace de réflexivité qui se donne explicitement cet horizon, comme nous le tentons dans la temporalité des recherches-actions coopératives.

Les épreuves de l'action et les enjeux de la réflexion sur le sens de l'action : ce que la recherche-action coopérative donne à voir par contraste aux injonctions de projet et comment l'action collective peine à être reconnue dans son entièreté.

Pendant la recherche-action a été initié un comité d'appui et de soutien composé d'acteurs institutionnels et politiques auxquels ont été proposés des temps d'animation en miroir à ce que vivaient les groupes. En son sein, et malgré l'intérêt affiché, l'identification d'alliés s'est avérée complexe. C'est particulièrement flagrant au moment où la pérennisation de l'expérimentation est envisagée. Pourtant le département

promeut le développement social local se faisant écho à des démarches nationales (Avenel , Bourque, 2017), et revendique de soutenir des actions collectives mais, comme nous allons le constater, dans une conception qui reste éloignée de la radicalité démocratique promue par le Mouvement du Développement Social Local.

Dans les discussions qui ont émergé entre le Collectif et le comité d'appui et de soutien, celles concernant la délimitation d'un projet est venue caricaturer la propension des institutions à circonscrire et délimiter le sens et les capacités d'action des acteurs. Plusieurs moments emblématiques permettent de saisir la délicate traduction entre la dynamique sociale issue de la recherche-action coopérative et les orientations-positionnements plus « stratégiques » des membres du comité d'appui et de soutien.

Il en va par exemple de la tension qui est née autour de l'auto-proclamation du groupe comme étant un Collectif. Ce dernier tentera par la suite de se donner un nom mais il craint les enfermements et préfère rester ouvert sur des possibles. L'affirmation d'un Collectif (mais aussi d'un manifeste) dans cette expérimentation donne à voir l'utopie du groupe en action mais cette référence sera parfois utilisée par les institutions pour lui signifier que son initiative ne concerne par vraiment la sphère publique, « *puisque vous êtes un Collectif, constituer vous en association !* », comme si l'émergence de communs devait systématiquement se dérouler hors de la sphère publique (et professionnelle pour certains) et ne relevaient que des vies privées. De la même façon, le Collectif qui souhaite poursuivre ses expériences est enjoint à se positionner autour d'un projet clairement défini. Particulièrement les professionnels vivent cette demande comme une injonction très forte et un rabattement sur des dimensions qui soient, selon leurs termes, « *compréhensibles par le comité d'appui et de soutien* ». Ils opposeront souvent le vécu du collectif à la capacité (amoindrie selon eux) des institutions à saisir ce qui s'y passe. Le groupe est alors tenté de produire un projet circonscrit en minorant l'action collective à une activité collective. Son témoignage à un « forum des actions collectives » du département a pourtant été a contrario un puissant révélateur de sa singularité : un collectif hybride engagé ensemble dans une mise en réflexion et en action sur un territoire alors que la majorité des expériences présentées ce jour là relevaient d'activités collectives accompagnées par des travailleurs sociaux.

Les propositions d'animation sociale qui mettent ces épreuves au cœur de nos débats, en nous appuyant sur des démarches d'éducation populaire, viennent à contrario conscientiser et souligner ces tensions mais aussi facilitent la circulation d'argumentaires pour faire des choix assumés. Pour autant, comment faire reconnaître cette capacité collective à enquêter, à faire diagnostic, à imaginer des solutions ? Comment continuer à réfléchir ensemble ?

Les épreuves institutionnelles et les enjeux de la reconnaissance d'une coopération localisée contributrice et créatrice : ce que la recherche-action donne à voir comme capacité des personnes et ce qu'en font les institutions.

Des rencontres, soutenues par un dispositif d'animation sociale, ont permis des échanges entre le Collectif et le comité d'appui et de soutien dans le courant de la deuxième année. Elles ont nourri des discussions sans les filtres institutionnels habituels mais sans pour autant se traduire, de notre point de vue, par une réelle reconnaissance de l'émergence d'un espace de coopération singulier entre les professionnels, les acteurs

associatifs et les personnes directement concernées par des situations de précarité. Ainsi certains arguments mobilisés restent ceux des référentiels institutionnels (nombre de personnes accompagnées au prorata du nombre de professionnels mobilisés, réalisations concrètes sur le terrain, matérialité de la proposition...) et alors même que, si l'on en croit l'ouvrage de C. Avenel et D. Bourques (2017), le travail social collectif, le développement social local sont supposés constituer les nouveaux horizons paradigmatiques du travail social.

Les représentants des institutions ne se sont pas réellement sentis partie prenante, ils éprouvent des difficultés à porter politiquement une initiative qui s'est construite hors d'eux, même si le département contribue au financement, soutient l'engagement volontaire de salariés et la reconnaîtra au titre du développement social local. Mais nous avons aussi pu mesurer les enjeux et difficultés de la rencontre avec le Collectif. Même si nous avons tenté tout au long du processus de limiter les logiques d'imposition institutionnelle (par des propositions d'animation qui travaillaient là aussi à une égalisation des prises de parole et à une symétrisation des positions), nous avons pris la mesure, avec le collectif, des risques de dévitalisation de la dynamique sociale dans ces rencontres, et singulièrement pour les personnes concernées par les situations de précarité.

Le développement de coopérations localisées donne à voir de possibles émergences de compétences collectives (Nez, 2009) dans la résolution de situations concrètes, dans des enquêtes et des diagnostics partagés. Parce qu'elles font fi des hiérarchies internes, elles viennent troubler le jeu des partenariats et des enfermements institutionnels et peinent à être reconnues. La place de l'informalité est apparue comme une sorte de contrepied au déficit de reconnaissance institutionnelle mais aussi une dimension essentielle de la coopération. Il est à noter que, dans notre grille d'analyse, si le développement de relations informelles constitue manifestement un ressort démocratique essentiel, l'informalisation des pratiques limite à terme leur dimension instituante et minore la reconnaissance de la capacité transformatrice des personnes impliquées. Faire reconnaître des espaces de coopération localisée contributeurs et créatifs apparaît donc comme un enjeu et défi singulier pour l'avenir démocratique des fabriques du social.

Références citées

Astier Isabelle, 2007, *Les nouvelles règles du social*, Lien Social, 2008 p.

Bacqué Marie-Hélène, Biewener Carole, 2013, *L'Empowerment, une pratique émancipatrice?*, Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche, 175 pages

Baillergeau Evelyne, 2007, « Favoriser les liens sociaux de proximité : de nouvelles pratiques d'intervention sociale dans les villes européennes » article consultable sur <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2007-2-page-9.htm>

Bregman Rutger, 2017, *Utopies réalistes, en finir avec la pauvreté*, Seuil, Sciences Humaines,

Carrel Marion, 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Éditions, 274 p.

Castel Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayart, 490 p.

Bodin Katell, Le Breton Eric , 2010, « De nouveaux enjeux sociaux dans le périurbain rennais », *Place Publique*, n°3, pp128-132.

Avenel Cyprien, Bourque Denis, 2017, *Les nouvelles dynamiques du développement social*, Champ Social.

Desroche Henri, 1990, *Entreprendre d'apprendre. D'une autobiographie raisonnée aux projets d'une recherche-action* (apprentissage 3), Paris, Editions Ouvrières.

Eliasoph Nina, 2010, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Economica, coll. « Etudes Sociologiques », 2010, 32 p

Fraser Nancy, 2004/1, « Justice sociale. Redistribution et reconnaissance », *Revue du Mauss*, n°23, p.152 à 164

Gauchet Marcel, 2007 (1^{ère} éd.2004), *Un monde désenchanté ?* Paris, Pocket.

Godrie Baptiste, Dos Santos Marie, 2017, « Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance », *Sociologie et sociétés*, n°49 (1), p7-31, <https://doi.org/10.7202/1042804ar>.

Gourges Guillaume, 2013, « Gouvernementalité et participation. Lectures critiques », *Participations*, n°6, p.5-33.

Guillet Jérôme, 2019, *Petit manuel de travail dans l'espace public. A la rencontre des passants*, Editions du Commun, Rennes, 163.

Herreros Gilles, 2015 « RAC : Résistance et action collective, in *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance. Les chercheurs ignorants* , 2015, col. Presses de l'EHESP, p. 268 à 276.

Le Breton Eric, 2017, L'espace social des mobilités urbaines, *Sociologies* (En ligne). URL : <http://journals.openedition.org/Sociologies/5917>- Dossier où en est le pavillonnaire ?

Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance. Les chercheurs ignorants , 2015, col. Presses de l'EHESP, 283 p.

Mazeaud Alice, Magali Nonjon, 2018, *Le marché de la démocratie participative*, Vulaine-sur-Seine, Editions du Croquant, coll. « Sociopo », 365 p.

Mazeaud Alice, Talpin Julie, 2010/3, Politiser pour quoi faire ? L'engagement dans les budgets participatifs, *Sociologie*, vol. 1, p357 à 374

Nez Héloïse, (2009), « La mobilisation des savoirs citoyens dans les dispositifs d'urbanisme participatif », dans le cadre des *premières journées doctorales sur la participation du public et la démocratie participative*, ENS-LSH, Lyon, 27-278 novembre 2009, sur <http://participation-et->

democratie.fr/fr/system/files/03H%C3%A9lo%C3%AFse%20Nez.pdf.

Nicolas-Le Strat Pascal, 2018, *Quand la sociologie entre en action. La recherche en situation d'expérimentation sociale, artistique ou politique*, Edit du Commun, 232 p.

Payet Jean-Paul, Purenne Anaïk (dir.), 2015, *Tous égaux ! Les institutions à l'ère de la symétrie*, l'Harmattan.

Purenne Anaïk, 1995, « Un désir d'égalité en clair-obscur. pour une sociologie de la symétrisation des rapports sociaux », extrait de *Tous égaux ! Les institutions à l'ère de la symétrie*, l'Harmattan, p.13 à 32.

Sennett Richard, (2012), *Ensemble, pour une éthique de la coopération*, Albin Michel, 2014 (2012).

Sintomer Yves, 2008, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, vol. 31, no. 3, pp. 115-133.

Souchard Nadine. Banovich Eléonora, 2017, *Expérimentations et tensions autour des questions participatives : soutenir une politique publique et/ou soutenir les publics ? Des acteurs de la solidarité et de la coopération internationale à la recherche d'un commun régional en Bretagne*, consultable sur www.ccb-formation.fr.

Souchard Nadine, Bonny Yves, 2015-1, "La recherche-action coopérative, une voie contributive aux productions de la société civile", http://www.participation-et-democratie.fr/sites/default/files/article_souchard-bonny_mars_2015.pdf.

Souchard Nadine, Bonny Yves, 2015-2, *Des fabriques du social aux nouvelles fabriques de sociologue. La construction du laboratoire de recherche-action dans la cité*, rapport CCB pour le programme de recherche ASOSC consultable sur www.ccb-formation.fr.

Zask Joelle, 2015, *Introduction à John Dewey*, La Découverte, col. Repères.

Vrancken Didier, 2010, *Le nouvel ordre compassionnel. De la protection sociale à la sollicitude publique*, éditions Parangon, 182 p.